



ARRETE MUNICIPAL n°2023-64 **Portant réglementation de la circulation** **des deux-roues non motorisés**

Le Maire de la Commune de Grésy-sur-Aix,

Vu le code Général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 2211-1, L 2212-1 et 2 L 2213-1 et 2, L 32221-4,

Vu, la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée et complétée par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements, des régions et de l'Etat,

Vu le code de la voirie routière et ses articles L115-1, L116-2 et R115-1,

Vu le code Pénal et son article R610-5,

Vu le code de la route,

Vu l'article 18 du décret 2010-1390 du 12 novembre 2010 du ministère de l'environnement et des transports qui modifie l'article R 415-15 du code de la route,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière 8ème partie signalisation temporaire approuvée par l'arrêté interministériel du 06 novembre 1992 modifiée et complétée,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I – 3^{ème} partie – intersection et régime de priorité - approuvée par l'arrêté interministériel du 24 juillet 1974 modifié, 6^{ème} partie – feux de circulation permanents - approuvée par l'arrêté interministériel du 21 juin 1991 modifié et approuvé,

Vu l'arrêté 2023-62 du 21 mars 2023,

Considérant la volonté de faciliter les déplacements doux et vu la configuration de certains carrefours de la commune permettant le passage d'un cycliste même au feu rouge pour les tournes à droite.

ARRETE

Article 1 : A l'intersection de la route des Bauges et de la montée de la Guicharde :

Les deux-roues non motorisés circulant sur la route départementale n°911 dite « route des Bauges » dans le sens Grésy-sur-Aix, Saint Ours peuvent tourner à droite vers la route départementale n°49 dite « montée de la Guicharde », même si le feu tricolore est au rouge sans toutefois être prioritaire (cédez le passage).

Article 2 : A l'intersection de la montée de la Guicharde et de la route des Bauges :

Les deux-roues non motorisés circulant sur la route départementale n°49 dite « montée de la Guicharde » dans le sens descendant peuvent tourner à droite vers la route départementale n°911 dite « route des Bauges » en direction de Saint Ours même si le feu tricolore est au rouge sans toutefois être prioritaire (cédez le passage).

Article 3 : A l'intersection de la montée de la Guicharde et de la rue des Chauvets :

Les deux-roues non motorisés circulant sur la route départementale n°49 dite « montée de la Guicharde » dans le sens montant peuvent tourner à droite vers la rue des Chauvets malgré l'interdiction mentionnée pour les autres usagers.

Article 4 : En cas de non-fonctionnement des feux ou de leur mise au clignotant orange sur toutes les branches de l'intersection, les usagers circulant sur la montée de la Guicharde dans le sens descendants sont prioritaires sur les véhicules circulant route des Bauges dans le sens Grésy-sur-Aix, Saint Ours.

Article 5 : La signalisation réglementaire sera mise en place par les services techniques de la commune.

Article 6 : Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté : Le Maire de la commune de Grésy-sur-Aix, le Directeur Général des Services, le Directeur du Service Technique, le Responsable de la Police Municipale

Copie adressée à ces personnes, ainsi qu'à :

- Monsieur le Préfet de la Savoie
- Conseil Général de la Savoie
- Gendarmerie d'Aix-les-Bains

Fait à Grésy-sur-Aix, le 30 mars 2023

Le Maire,
Florian MALTRE

Affiché/publié le : 03/04/2023
Notifié à l'intéressé le : 03/04/2023
Certifié exécutoire le : 03/04/2023



En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de la plus tardive des dates suivantes : publication/notification, réception par le représentant de l'Etat. Le Tribunal Administratif de Grenoble pourra être saisi via le dépôt d'une requête sur le site www.telerecours.fr

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.